



NOTE DE RECHERCHE



Source: iStock/MarsYu

Les économies émergentes remodèlent l'ordre international libéral (et ce qu'il faut faire à ce sujet)

Auteur: Lauchlan Munro

Les économies émergentes novatrices sont à l'offensive, créant de nouvelles organisations et règles du jeu, alors que les pays de l'OCDE sont sur la défensive, essayant de maintenir leur statut et leurs privilèges dans un monde qui a beaucoup changé. Mais il y a une meilleure façon de jouer.

ENJEUX

Les économies à revenu intermédiaire et émergentes sont insatisfaites de leur place dans l'ordre international libéral. Comme elles représentent maintenant une majorité des pays et une majorité de la population mondiale (Horner et Hulme, 2017), le défi qu'elles posent à l'ordre international libéral doit être pris au sérieux. Les piliers de cet ordre incluent les principales organisations internationales (p. ex. : l'ONU, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'OCDE) et des institutions associées, ou les règles du jeu. Les économies émergentes innovent, en créant des organisations internationales qu'elles contrôlent (p. ex. : la Nouvelle banque de développement) et en redynamisant d'anciennes organisations (p. ex. : la Corporation andine de développement) et en modifiant ainsi les règles internationales. Les puissances occidentales de l'OCDE ont été plus préoccupées

PRINCIPALES CONSTATATIONS

- Alors que les pays de l'OCDE défendent l'ordre international libéral, les économies émergentes innovent et remodèlent cet ordre de bonnes et de mauvaises manières.
- Les gouvernements des économies émergentes ont le pouvoir technique et financier ainsi que l'autorité morale pour contester les anciennes positions de monopole de l'OCDE dans les domaines du commerce, de la finance et des politiques publiques.
- Pour défendre l'ordre international libéral, les pays de l'OCDE doivent faire des choix : défendre les points essentiels, arrêter de défendre l'indéfendable et tenir compte des demandes légitimes des économies émergentes.

de défendre leurs privilèges moralement et politiquement douteux (p. ex. : la présidence américaine de la Banque mondiale; les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce — ADPIC pendant les pandémies) qu'à satisfaire les demandes légitimes des pays en développement pour un ordre international plus équitable.

Face à l'intransigeance et à l'hypocrisie des gouvernements occidentaux qu'ils perçoivent, les gouvernements des pays émergents utilisent leur grande expertise technique, leurs ressources financières et leur autorité morale pour déterminer l'ordre du jour mondial. Bien que les pays de l'OCDE puissent composer avec certaines de ces innovations (p. ex. : les nouvelles banques de développement internationales), ils trouvent d'autres aspects (p. ex. : les tendances autoritaires de l'Organisation de coopération de Shanghai) plus compliqués. Pour défendre l'ordre international libéral, le Canada et ses alliés doivent faire des choix : défendre ardemment les aspects positifs de l'ordre international libéral (p. ex. : le régime international des droits de la personne), cesser de défendre leurs privilèges indéfendables et tenir compte des demandes légitimes des puissances émergentes pour obtenir une voix plus forte dans la finance internationale et le commerce mondial. Il est essentiel de créer de nouveaux types de partenariat avec des pays émergents sur un pied d'égalité.

Dans cette note de recherche, Lauchlan Munro (Université d'Ottawa) utilise la nouvelle économie institutionnelle pour étudier les stratégies des puissances de l'OCDE et des pays émergents pour remodeler l'ordre international libéral.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Les pays émergents et à revenu intermédiaire sont de moins en moins tributaires de l'expertise et de l'aide de l'Occident, et ils disposent maintenant d'autres sources dans ces domaines respectifs

Les gouvernements des économies émergentes possèdent maintenant une expertise technique de haut niveau et des ressources financières importantes. Ils peuvent emprunter sur les marchés de capitaux locaux et internationaux, incluant d'autres économies émergentes, tout en attirant l'investissement direct étranger du Nord et du Sud. La plupart des pays à revenu intermédiaire ne dépendent pas des agences d'aide bilatérales ou des organisations internationales en matière de politique publique ou de financement (Rahman et Baranyi, 2018). La coopération

Sud-Sud dans le commerce, la finance, la sécurité et en matière de politique publique est la nouvelle tendance.

Les nations occidentales ont perdu leur autorité morale pour diriger, alors que des alternatives sont proposées

Le triomphalisme occidental des années 1990 et des années 2000 sonne désormais creux. #MoiAussi, #la vie des Noirs compte, #MMIW (Femmes autochtones disparues et assassinées), la mascarade du Brexit et du trumpisme ainsi que la prise de conscience des inégalités raciales de l'Occident pendant la pandémie de COVID-19 ont révélé des déficiences flagrantes dans les démocraties occidentales. Les manœuvres dilatoires des pays occidentaux (jusqu'à récemment) par rapport aux changements climatiques, leur refus de tenir des promesses de longue date (p. ex. : la cible de 0,7 % pour l'aide) et leur insistance à maintenir leur « droit » de nommer les personnes à la tête des organisations internationales ont sapé leur autorité morale. En même temps, les résultats du développement parlent d'eux-mêmes. La crise financière de 2008 constitue une blessure que l'Occident s'est auto-infligée. Les économies émergentes, qui ont fait le plus de progrès en matière de développement au cours des quatre dernières décennies, n'ont généralement pas suivi l'orthodoxie de l'OCDE, à savoir un gouvernement limité et démocratique, les libres marchés, l'Etat de droit et la bonne gouvernance (Meisel et Aouida, 2007). Pensez au Bangladesh, à la Chine, à la Malaisie, à la Turquie et au Vietnam.

Les nations occidentales jouent défensivement alors que les économies émergentes passent à l'attaque

Les pays émergents veulent avoir leur mot à dire dans l'ordre international et obtenir la reconnaissance des nouvelles organisations internationales qu'ils ont créés qui dépassent ou supplantent les anciennes organisations, dominées par l'Occident. Les objectifs de ces organisations incluent souvent la promotion de l'intégration économique Sud-Sud (p. ex. : la Nouvelle banque de développement). Les pays émergents changent les règles du jeu, souvent par le biais de regroupements régionaux (p. ex. : des accords d'échange de devises tels que l'Initiative Chiang Mai en remplacement du Fonds monétaire international). Pendant ce temps, les nations occidentales se consacrent au maintien et à la consolidation du système qu'elles ont conçu et construit.

RÉFLEXIONS STRATÉGIQUES

Le temps favorise les innovateurs

« Et c'est pourquoi ceux qui sont experts dans l'art militaire font venir l'ennemi sur le champ de bataille et ne s'y laissent pas amener par lui » (Sun Tzu, 1963 : VI.2). Les pays émergents sont innovateurs alors que la stratégie principale des puissances occidentales est le maintien. Confrontée au dynamisme des puissances émergentes, à leur détermination face à l'intransigeance et à l'hypocrisie de l'Occident, à la disponibilité des sources de financement non occidentales (p. ex. : Chine, Émirats du Golfe) et aux idées hétérodoxes de politique publique (p. ex. : Consensus de Beijing), la stratégie du maintien ne peut pas gagner la bataille.

Le Canada et ses alliés doivent faire des choix pour défendre l'ordre international libéral

« Être assuré de prendre ce que vous attaquez, c'est attaquer un point que l'ennemi ne protège pas » (Ibid, VI.7). Les puissances occidentales défendent des positions moralement et politiquement indéfendables, telles que leur insistance sur les droits de brevet basée sur l'ADPIC pendant la pandémie de COVID-19 et le droit de l'Europe à nommer la prochaine personne qui dirigera le Fonds monétaire international. Pendant ce temps, certaines puissances émergentes poursuivent des buts non démocratiques. Ainsi, l'Organisation de coopération de Shanghai minimise l'importance du respect des droits de la personne et de l'État de droit au nom de la souveraineté, de la stabilité politique et de la lutte contre le terrorisme.

Le Canada et ses alliés défendent à la fois les bons côtés de l'ordre international libéral, (c'est-à-dire ceux qui protègent les plus faibles contre les plus forts comme le règlement des différends internationaux basé sur des règles et le régime international des droits de la personne) et les mauvais côtés, ce qui les rend sujets à des accusations d'hypocrisie. Afin de mieux défendre cet ordre, le Canada et ses alliés doivent décider quels aspects de l'ordre international libéral ils doivent défendre ardemment, quels privilèges indéfendables ils doivent laisser tomber et quelles demandes légitimes des puissances émergentes doivent être satisfaites (augmentant ainsi la participation du Sud dans l'ordre international libéral).

D'autres partenariats sont possibles

Le Canada peut démontrer sa sincérité et augmenter son efficacité en développant de nouvelles façons de

travailler avec les pays émergents sur la base de l'égalité, du respect, de la solidarité et du respect mutuel (p. ex. : Currie-Alder, 2015), en laissant de côté les notions de supériorité et de privilège.

References:

Currie-Alder, B. 2015. *Research for the Developing World* (Oxford: Oxford University Press).

Hirschman, A.O. 1972. *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States* (Cambridge, MA: Harvard University Press).

Horner, R. and Hulme, D. 2017 "From international to global development: New geographies of 21st century development." *Development and Change*. 50(2): 347-378. (DOI: <https://doi.org/10.1111/dech.12379>)

Meisel, N. and Aouida, J.O. 2007. "La « Bonne Gouvernance » est-elle une Bonne Stratégie de Développement ?", Document de Travail de la Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique. (Paris : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi).

Munro, L.T. 2020. "The resurgence of national development planning. How did we get back here?" *International Development Planning Review*. 42(2): 127-138. (DOI: <https://doi.org/10.3828/idpr.2019.22>)

Rahman, S.S. and Baranyi, S. 2018. "Beyond binaries: Constructing new development partnerships with middle-income countries." *Canadian Journal of Development Studies*. 39(2): 252-269. (DOI: <https://doi.org/10.1080/02255189.2017.1394275>)

Sun Tzu. 1963. *The Art of War*. S.B. Griffith (translator). Oxford: Oxford University Press.

La présente note de recherche a été écrite par Munro, L.T. Il s'appuie sur les principales constatations tirées de l'article de revue suivant :

Munro, L. T. 2018. "Strategies to shape the international order: exit, voice and innovation versus expulsion, maintenance and absorption." *Canadian Journal of Development Studies*. 39(2): 310-328. (DOI: <https://doi.org/10.1080/02255189.2017.1394273>)

Citation:

Munro, L. T. 2021. « Les économies émergentes remodelent l'ordre international libéral (et ce qu'il faut faire à ce sujet) » Série de notes de Politique de la RCED. *Revue canadienne d'études du développement*, Canada.

La présente note de recherche a été réalisée à l'aide du soutien financier du gouvernement du Canada fourni par l'entremise d'Affaires mondiales Canada et de l'Association canadienne d'études du développement international. Le contenu de cette publication ne reflète d'aucune façon les politiques ou la position officielle d'Affaires mondiales Canada. L'exactitude de l'information et des commentaires engagent uniquement la responsabilité des auteurs. Veuillez noter que certaines ressources citées dans cette note de recherche peuvent ne pas exister dans les deux langues officielles.

NOS PARTENAIRES



Global Affairs
Canada

Affaires mondiales
Canada